

Dans Antilla n° 4 en juin 1981 « La stratégie de Césaire »

Dans ce numéro, on découvre l'interview où Aimé Césaire s'engage dans la voie « triomphale » ouverte par le succès du candidat François Mitterrand aux présidentielles de 1981. Aimé Césaire est interviewé par Henri PIED et Michel Ponnamah.



De gauche à droite, Pierre Alier, Rodolphe Désiré et Aimé Césaire...

Depuis ce vote plébiscite en faveur de Giscard d'Estaing. La communication était totale entre les masses laborieuses venues l'écouter et l'applaudir ce vendredi 29 mai dans la cour de la mairie. Un discours comme il eut prononcé lors des conjonctures heureuses. Il était clair que l'auditoire que le Président du P.P.M., député du centre, privilégiait, se constituait de ces femmes et hommes humbles et pauvres qui obéissant à un réflexe de panique avaient dit oui à Giscard — la France — Mandat. Si bien que plus d'un intellectuel pouvait l'accuser de déviationnisme et de trahison.

S'il a été tant ovationné c'est qu'il a alors réussi à sécuriser les masses populaires de Fort-de-France en apportant des réponses à leur interro-

gation existentielle.

C'est aussi le même que nous vîmes le lundi dans son modeste bureau de la mairie, où il reçut avant et après nous une liste de personnes de conditions sociales diverses, intellectuel comme femme sans ressources matérielles.

Un Césaire tout à tour jovial, allègre, plaisant avec sa secrétaire, grave, incisif, et qui nous dévisage soudain par des multitudes de flash lumineux, comme voulant découvrir vos pensées intrigantes ou les réflexions que vous vous faites pendant qu'il répond lui-même à une question. Il captive votre attention et vous tient en respect. Il vous mobilise. « J'aime mes adversaires, surtout quand je les bats ! ». Et il ponctue cela d'un sourire plein de

malice et d'espièglerie mais dépourvu de vanité.

Nous avons achevé l'entretien qu'il nous accorda bienveillamment, convaincu que Max Élizé avait peu de chance pour ces élections, et que, dans sa carrière politique, Aimé Césaire empruntait une voie royale.

Nous quittant pour se rendre à la Résidence préfectorale de Didier — pour la première fois de sa carrière — il nous lança avec humour : « Je vous avoue que j'aurais plutôt préféré aller voir la nouvelle rocade que j'ai fait construire vers la Pointe des Nègres plutôt que d'aller discuter de problèmes protocolaires. Si cela continue, je vais regretter le bon temps de l'opposition... ».

Le perfectionnement diabolique apporté au système!

ANTILLA: Quelles sont les leçons que vous avez tirées des dernières élections présidentielles en Martinique? Avez-vous été surpris du mauvais score réalisé par François Mitterrand?

Aimé CÉSAIRE - Eh... oui et non. Je pensais naturellement que Mitterrand aurait été mis en minorité, mais j'avoue que je ne soupçonnais pas l'ampleur de cette défaite. La leçon que j'ai tirée c'est qu'il faut d'abord ne pas prendre ses désirs pour des réalités, ne pas chevaucher la chimère et comme tout le monde expliquer ce raz-de-marée, d'autant plus qu'aux dernières élections Mitterrand avait fait un score, mon Dieu, tout à fait honorable et qu'ici il avait reçu un certain triomphe aux Terres Sainville. Comment expliquer par conséquent ce recul et ce raz-de-marée? Eh bien, ce raz-de-marée, nous l'avons très bien compris, c'est que, à cause des pesanteurs sociologiques, à cause des conditions dans lesquelles vivent les Martiniquais depuis quelque temps, à cause du perfectionnement assez diabolique apporté au système le Martiniquais était vidé de lui-même et n'était pas en mesure d'aborder un certain nombre de problèmes de manière saine. Alors on a inculqué aux Martiniquais le complexe de la dépendance. Il est dans les rets, dans l'engrenage d'un système très précis et on a joué de la peur. On leur a fait croire que cette élection était un référendum sur le statut, que voter Mitterrand c'était voter pour l'indépendance et que l'indépendance c'était la suppression automatique de tous les avantages sociaux pour lesquels les Martiniquais s'étaient battus depuis une cinquantaine d'années. Alors on a vu des choses effrayantes. Il y a des hommes qui nous disent: « Vous vous rendez compte! on a toujours voté pour vous, mais moi qui suis une vieille, vraiment j'ai attrapé une faiblesse, c'est le terme qu'elle a employé, quand j'ai appris que Mitterrand était passé, parce qu'on m'avait dit que cela aurait signifié la perte de ma petite pension ».

On m'a signalé un cas d'anorexie

mentale à l'hôpital, un vieillard qui refuse de s'alimenter, persuadé qu'il est orphelin, si je puis dire, et qu'il a perdu sa pension! Autrement on a joué sur la peur et la peur des vieux, la peur des pauvres gens. Alors ça, c'est extrêmement important. Par conséquent j'ai constaté que ni matériellement, ni mentalement les Martiniquais n'étaient prêts à aborder de manière virile le problème

du changement de statut. Donc je me suis dit, nous nous sommes dits et là-dessus il y a eu une bonne unanimité dans le parti. Il faut reprendre le travail à la base. Il faut réaménager notre stratégie. Notre stratégie, nous l'avons développée dans le temps sans qu'il y ait aucun reniement dans notre analyse. Nous l'avons affinée et nous avons pensé que l'étape actuelle était une étape qui devait consister, à restaurer la Martinique et nous avons préconisé un plan de survie, moi je préfère dire survie et renouveau, et nous avons décidé de proclamer un moratoire sur la question du statut. D'autant plus que nous avons le sentiment que les conditions sont en train de changer en France. Les socialistes ont tout un projet de décentralisation, d'une nouvelle régionalisation et nous nous sommes dit que dans ce contexte-là par conséquent qu'il fallait voir...

ANTILLA: Donc le score obtenu par Giscard d'Estaing, marque, selon ce que vous dites, manifestement, la fin d'une période?

A. CÉSAIRE - C'est l'impression que j'ai...

La Nation est un phénomène sociologique, l'État est un phénomène politique

ANTILLA: Est-ce que cela ne

Aimé Césaire



met pas un terme définitivement comme semblent le dire vos adversaires départementalistes à la « volonté nationaliste » à la Martinique, à l'existence ou à l'aperception d'une nation antillaise par le peuple lui-même?

A. CÉSAIRE - Mais cette perception est toujours extrêmement confuse. Non ce que je veux, c'est une période d'élucidation. Je suis toujours frappé par la perversion qu'il y a dans les mots. On ne peut pas s'entendre parce que les gens parlent de choses extrêmement différentes. Par exemple je me suis aperçu que tous mes adversaires confondent la Nation et l'État. Moi je considère qu'on le veuille ou non, sous un régime socialiste, comme sous le régime départementaliste, la Nation martiniquaise existe, parce que la Nation est un fait culturel. Je n'y peux rien. Nous sommes un territoire différent de la France, isolé de la France, séparé de la France par 7000 km de mer. Nous sommes une ethnie. Nous résultons d'un brassage de races, mais nous constituons tout de même bel et bien une ethnie particulière. Nous ne sommes ni français mais ni africains non plus. Nous avons une identité. Elle est réelle. Nous avons une langue. Elle est réelle. Nous avons une langue, on n'a qu'à voir deux Martiniquais se rencontrer dans Paris, ils parlent bien créole, non? Nous avons des mœurs qui nous sont propres. Nous avons une musique. Nous avons une culture

« Je me suis aperçu que tous mes adversaires confondent la Nation et l'État. Moi je considère qu'on le veuille ou non, sous un régime socialiste, comme sous le régime départementaliste, la Nation martiniquaise existe, parce que la Nation est un fait culturel. Je n'y peux rien. »

« Mon but ce n'est pas que la Martinique soit indépendante ou autonome, ce sont là les modalités politiques qui peuvent permettre de lutter contre l'aliénation, d'émanciper l'homme. Ce que je veux ce sont des hommes libres dans un monde libre. »

même si elle n'a pas atteint le degré de développement que nous aurions souhaité étant donné les conditions dans lesquelles elle a survécu.

Tout cela, tout ce particularisme constitue bel et bien les traits d'une nation. La Nation c'est un fait premier. Les Français le savaient bien, puisque, par exemple, ils considéraient les Picards comme une nation. Les Flamands étaient une nation... etc. Un des drames de la France c'est que l'on a toujours confondu l'État et la Nation. Ce que ne font pas du tout les Allemands par exemple. Et les gens ne comprennent pas qu'un État peut être multinational. Par exemple en Union Soviétique ils ont bel et bien affirmé le caractère multinational de l'État. Donc on peut très bien constituer une Nation, vivre à côté d'autres nations, cohabiter avec d'autres nations en un État unique. Donc la Nation est un phénomène qui est sociologique et l'État est un phénomène qui est politique. Par conséquent je maintiens que même dans le cas d'une République une et indivisible, il y a encore place pour des Nations différentes. J'ai cité l'exemple de l'Union Soviétique, mais on peut parler de l'Italie où la « Repubblica est una et indivisible » (article 1er), tandis que l'article 2 reconnaît l'existence des particularismes locaux.



Emile Maurice

Je crois qu'il ne faut pas être prisonnier de notions un peu simplistes.

Ils ont refusé l'orphelinat

ANTILLA: Retournons à ce vote. De quelle période signifie-t-il la fin? L'interprétation la plus commune qui en est faite est que les Martiniquais refusent par cela même d'être un peuple distinct du peuple français. Ils refusent toute idée de séparation. Ils refusent toute idée de pouvoir spécifique, de pouvoir autonome distinct du pouvoir central?

A. CÉSAIRE - À mon avis ce n'est pas cela qu'ils ont refusé. C'est là qu'est la duperie. Ce n'est pas cela qu'ils ont refusé. Ils ont refusé l'orphelinat! Ce sont des gens qui avaient été mis en conserve. Ce sont des gens qui avaient été protégés et qui brusquement sont projetés dans le monde. Vraiment ils ont peur. Je crois qu'il y a une distinction fondamentale: il y a deux pulsions fondamentales dans le monde et je suis d'accord avec l'analyse de Bertrand de Jouvenel dans son livre qu'il appelle le pouvoir: La liberté et la sécurité. Tout le problème du 19e et du 20e siècle c'est le rapport qu'il y a entre ces deux notions. Et la sécurité c'est parfois le contraire de la liberté. C'est ce juste rapport entre la sécurité et la liberté que les Martiniquais ne sont pas parvenus à établir. Et en votant pour le régime actuel il est clair que les Martiniquais menés par la peur, en réalité ont voté pour la sécurité: « Mon Dieu qu'est-ce qui arrivera si notre bonne mère la France nous abandonne ». Autrement dit ce qu'ils ont redouté le plus c'est l'abandon.

ANTILLA: Justement c'est à ce niveau-là que vous situez votre nouvelle action politique?

A. CÉSAIRE - Ma nouvelle action politique est une action réaliste qui tient compte, d'une part d'un certain niveau de conscience du peuple. Nous ne sommes pas un bureau de pensée. Nous sommes au contact des masses. J'ai l'habitude de dire qu'on ne peut pas mener les Martiniquais à l'autonomie à coup de pieds au derrière. On peut par contre accompagner sa

marche en l'éclairant. Je peux faire ça, et d'autre part d'une nouvelle donne politique en France. Il nous faut donc redéfinir notre politique en fonction des deux éléments. Le niveau de conscience et par ailleurs la nouvelle configuration politique qu'il y a en France. Cela nécessite une réflexion, le but étant toujours le même à savoir l'émancipation humaine. Alors ce pauvre Élizé raconte toutes sortes d'histoires, que l'étymologie... Je ne sais pas si c'est moi qui lui ai appris cela... que sur la base d'une étymologie latine qu'il semble avoir appris de fraîche date, et qui semble plus ou moins bien digérée d'ailleurs, il en profite pour brouiller les cartes et confondre tous les programmes. Si je parle d'émancipation féminine par exemple, on dira que celui qui prononce le mot émancipation féminine est un indépendantiste? Moi je trouve que le mot émancipation est un des plus beaux. Notre but c'est émanciper l'homme et si dans notre dernier congrès j'ai été de ceux qui ont refusé de dire que le but de l'action politique du PPM est l'indépendance de la Martinique c'est précisément parce qu'il y a une notion qui dépasse tout cela comme le but dépasse le moyen: c'est l'émancipation humaine. Mon but ce n'est pas que la Martinique soit indépendante ou autonome, ce sont là les modalités politiques qui peuvent permettre de lutter contre l'aliénation, d'émanciper l'homme. Ce que je veux ce sont des hommes libres dans un monde libre.

Des hommes disposés au dialogue, disposés à écouter

ANTILLA: Nous reparlerons de M. Élizé dans un instant. Vous dites qu'il y a une nouvelle donnée dans la politique en France. Quelles sont les caractéristiques de la nouvelle donnée?

A. CÉSAIRE - Je ne vais pas du tout abdiquer ma personnalité entre les mains du Parti Socialiste français ou épouser aveuglément toutes leurs positions. Mais je vous assure vraiment ce que j'ai retenu essentiellement c'est que ce sont des hommes qui, peut-être même sur la base des erreurs

qu'ils ont commises autrefois, ce sont des hommes qui sont disposés au dialogue. Ils sont décidés à écouter.

ANTILLA: Mais dialoguer avec qui? Quels sont les critères qui leur permettront de choisir leurs interlocuteurs?

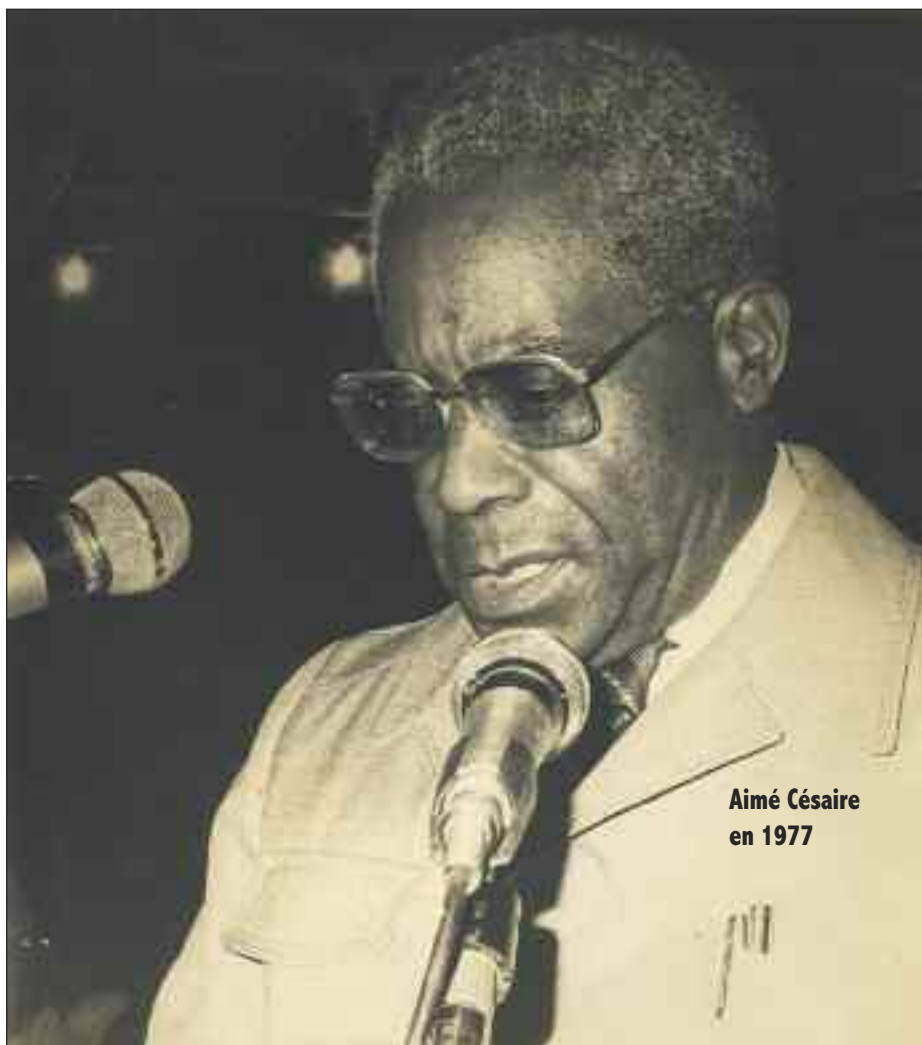
A. CÉSAIRE - Je ne suis pas à leur place. Ils vont écouter tout le monde. Je suis absolument persuadé qu'ils causeront et ils écouteront les revendications martiniquaises. Je refuse entièrement la notion que certaines essayent de lancer à l'heure actuelle, brusquement. Je me sens propulsé et on me considère comme un interlocuteur privilégié! Comme j'ai horreur de tout privilège, je n'ai jamais demandé cela moi! Je suis un Martiniquais parmi d'autres. Je suis représentatif d'un certain courant de pensée. Je n'ai jamais demandé aucun monopole. Pas du tout. C'est vraiment mal me connaître que de croire que je me constitue l'ambassadeur du peuple martiniquais auprès de la nouvelle puissance. Je crois que les hommes politiques socialistes sont des gens qui sont assez avertis pour comprendre, qui dit quoi et au nom de qui on le dit.

ANTILLA: Quels sont les signes qui nous permettent de savoir qu'il y a une nouvelle attitude du pouvoir à l'égard des DOM antillais?

A. CÉSAIRE - Je crois que dès maintenant les signes apparaissent. Vous croyez que c'est pour rien le geste que Mitterrand a accompli à la surprise de tout le monde. Pas de moi, quand par exemple Mitterrand a déposé une rose sur la tombe de Victor Schœlcher. C'est un symbole. Il avait été prévu qu'il allait fleurir la tombe de Moulin — qui est un grand résistant — et la tombe de Jaurès. Mitterrand, par son geste, reconnaît l'existence d'un problème. Et qu'il est décidé à l'aborder avec compréhension. (S'adressant à sa secrétaire, Mademoiselle Littré) — Allez me prendre le livre d'or, mademoiselle. Cherchez-moi la date...

ANTILLA: Mitterrand sait-il que Schœlcher avait mené un long et dur combat pour imposer l'émancipation des esclaves?

A. CÉSAIRE - Je crois qu'il le sait.



**Aimé Césaire
en 1977**

Je crois que c'est ça. C'est une filiation. Jaurès le grand ancêtre. Une autre branche de la fraternité, c'est aussi Schœlcher. Mitterrand a tenu à signaler qu'il connaît l'existence du problème et qu'il salue l'existence de ces peuples.

**On se fait une idée
du peuple martiniquais
et on croit que cela
correspond à la réalité**

ANTILLA: Vous avez entendu Gaston Defferre ce midi, vantant la « République une et indivisible », est-ce que ce n'est pas décevant par rapport...

A. CÉSAIRE - Écoutez, je ne prends pas cela très au tragique, parce que je crois qu'il y a des mots qui sont attendus. C'est un discours de circonstance. Il ne faut pas les prendre à la lettre. Cela n'explicite pas de manière complète et exhaustive la pensée du

Parti Socialiste sur un problème aussi délicat.

ANTILLA: Est-ce que dans votre discours de vendredi il y a aussi des thèmes de circonstance?

A. CÉSAIRE - Bien sûr. Comment vous croyez que je vais faire un discours intemporel alors? Pas du tout. Je suis parti des nouvelles données qui m'ont été révélées par l'expérience. Comme un savant devant une réalité. Son microscope lui a révélé telle et telle particule...

ANTILLA: Est-ce que ce « réalisme » ne risque pas de couper le PPM d'autres forces anticolonialistes?

A. CÉSAIRE - Je ne le crois pas du tout. D'abord le PPM c'est un parti qui a son originalité et sa personnalité. Dans ces faits on verra l'action du PPM. On nous jugera par là. Il faut en finir avec les a priori. Je pars par

« Une autre branche de la fraternité, c'est aussi Schœlcher. Mitterrand a tenu à signaler qu'il connaît l'existence du problème et qu'il salue l'existence de ces peuples. »

« Ils retombent de nouveau au dogmatisme ! Après avoir combattu le nationalisme de manière féroce, sans nuance et souvent choquante, brusquement ils tombent dans un gauchisme échevelé ! ...je crois que le P.C.M., par de telles attitudes, est un parti qui est atteint dans sa vitalité même. Je le pense. Je peux me tromper.. »

conséquent des faits.

Personne n'a le courage de se pencher sur cette réalité

ANTILLA: Quel est ce premier a priori avec lequel il faut en finir ?

A. CÉSAIRE - On s'imagine, l'a priori essentiel, on se fait une idée du peuple martiniquais et on croit que cela correspond à la réalité ! C'est complètement faux, ne serait-ce que c'est parce que les choses changent terriblement et que l'homme martiniquais tel qu'on croit le connaître, c'était peut-être vrai il y a dix ou quinze ans, on ne tient pas compte de l'accélération de l'histoire et toute l'analyse tombe par terre ! Un marxiste est un homme qui part de la réalité. Il y a une série d'analyses de la Martinique qui étaient vraies et il y a dix ans et qui ne le sont plus ! Comment voulez-vous qu'une société qui reposait sur une base économique bien précise, cette base est complètement ruinée. Il y avait quinze usines, il en reste maintenant une et demie ! Il y avait une agriculture florissante, la Martinique était un jardin, aujourd'hui l'agriculture est en crise. Vous aviez un boom démographique formidable. Vous avez à l'heure actuelle un pays qui vieillit. Vous avez une migration fantastique. Dans n'importe quelle famille martiniquaise, à tout moment, on dit : « J'ai cinq enfants en France ». Personne n'a le courage, tout le monde le sait, de se pencher sur ces réalités. Vous avez une société qui ne produit plus rien, mais où cependant, par le jeu de lois sociales, le niveau de vie est relativement élevé. Il ne faut pas le nier. On s'aperçoit que le Martiniquais ne travaille plus du tout et que le niveau de vie est plus élevé que celui d'un pays où l'on travaille ! On s'aperçoit que les lois sociales ont été complètement détournées de leur sens parce que pour nous le premier droit social c'était le travail et que les lois sociales tournent à vide et se suffisent à elles-mêmes !

Et bien voici la société martiniquaise de 1981 ! Et tout cela n'était pas vrai il y a quinze ans ou vingt ans et

commençait à l'être il y a dix ans. Maintenant nous sommes au bout de l'évolution et on continue à raisonner exactement comme il y a vingt ans ! Je dis, messieurs, un peu d'humilité. Parions de la réalité.

Il faut jouer intelligemment de toutes les cartes

ANTILLA: Est-ce que les mesures que pourrait prendre le nouveau pouvoir ne vont pas accentuer cette tendance ?

A. CÉSAIRE - Elles ne peuvent pas être accentuées. Parce que nous sommes déjà à un point tel que, on ne peut plus descendre plus bas. Nous sommes au fond de la fosse. On ne peut que remonter ! Et on peut remonter je crois en remettant sur pied l'économie martiniquaise et si nous profitons intelligemment des mesures, y compris des mesures politiques, qui vont dans le sens de l'initiative et de la responsabilité. Autrement dit je crois que ce qu'il faut à l'heure actuelle, on n'a pas le choix, il faut jouer intelligemment de toutes les cartes que les circonstances peuvent donner. Il faut jouer la partie.

ANTILLA: Dans votre optique, est-ce que le PPM n'est pas seul dans la partie ?

A. CÉSAIRE - Je ne crois pas. Parce que, lorsqu'on avait exposé le nouveau cours politique au sein du Parti, il y a un camarade d'un de nos balisiers à Sainte-Thérèse, qui est très très près du peuple, il a dit : « mais ce que tu dis là, mon cœur saigne, c'est juste, c'est une réconciliation avec la population ». Je ne sais pas si vous avez senti l'atmosphère qu'il y avait au meeting de vendredi. Les gens avaient besoin d'entendre cela. C'est peut-être moi qui me suis accordé avec eux. Je n'en sais rien, mais la glace est rompue. On me retrouve, on me fait fête. Il y a quelque chose qui s'est passé. Peut-être que c'est l'état de grâce de la part de Mitterrand qui joue à l'heure actuelle. De nouveau le courant passe, très bien. Et puis il a une sorte d'aigreur des gens qui ont le sentiment que, pour leur faire voter Giscard, on les a trompés. La vieille dame qui dit :

« non c'est quand même très moche de faire peur aux vieilles gens ». Elle a dit exactement : « C'est criminel de faire peur aux vieilles gens ». Elle a dit ça.

ANTILLA: Est-ce que vous croyez que la vapeur va être renversée dans quinze jours ?

A. CÉSAIRE - Je crois. Les choses vont très bien. Vous savez bien docteur à quelle vitesse on passe de l'amour à la haine...

Le P.C.M. est atteint dans sa vitalité même

ANTILLA: Vous n'avez pas mentionné les autres formations politiques ?

A. CÉSAIRE - Elles ont leur vitalité. Je crois, entre nous, je trouve le P.C.M....

ANTILLA: Sclérosé ?

A. CÉSAIRE - Oui vieilli. Je crois qu'ils ne peuvent pas sainement se remettre en question. Lors même qu'ils changent, ils sont tellement habitués au dogmatisme, qu'ils retombent de nouveau au dogmatisme ! Après avoir combattu le nationalisme de manière féroce, sans nuance et souvent choquante, brusquement ils tombent dans un gauchisme échevelé ! Donc par conséquent je crois que le P.C.M., par de telles attitudes, est un parti qui est atteint dans sa vitalité même. Je le pense. Je peux me tromper. Ils peuvent après tout se renouveler. Bon les autres partis ce sont quand même des groupuscules. Le P.P.M., ce qui le différencie des autres, c'est que nous sommes un parti de masse. Il y a chez nous une base populaire très réelle.

ANTILLA: Comment le P.P.M. réussit-il à établir le dialogue avec cette base populaire ?

A. CÉSAIRE - C'est un état d'esprit. Il n'y a pas de recette pour cela. Je crois finalement que, en réalité, nous sentons le peuple, peut-être parce que nous ne sommes pas un parti sectaire. On n'est pas du tout enfermé dans une pensée. Chacune des tendances du P.P.M. apporte quelque chose à la réflexion générale. Je suis

« D'abord le PPM c'est un parti qui a son originalité et sa personnalité. Dans ces faits on verra l'action du PPM. On nous jugera par là. Il faut en finir avec les a priori. »

mairie de Fort-de-France et je reçois vingt personnes par jour, qui sont des petites gens qui n'ont jamais hésité à s'adresser à moi. Quand je passe dans un quartier n'importe qui me parle, parfois même on m'engueule d'ailleurs. Souvent c'est le fait de jeunes. C'est souvent pour eux un signe d'émancipation. J'écoute: « Gadé trou-a ». Je regarde. Il a plu, il y a un trou dans la chaussée. Ils ne sont pas du tout impressionnés par moi. Il n'y a pas barrière entre moi et le peuple, n'importe qui sait qu'il peut me parler. Et croyez-moi, j'écoute. J'écoute beaucoup.

Darsières a aussi contact à d'autres niveaux avec le peuple. De Grandmaison, Ménil, tous ceux qui nous sont venus du Parti Socialiste. Même si l'approche est différente, le point de départ est différent, mais finalement le point d'arrivée est identique.

Voyez les discussions très approfondies au cours de la dernière période concernant la candidature Mitterrand. Pendant un bon mois les discussions ont été très vives. Chacun a défendu âprement ses positions. On a finalement pris une décision et les gens qui, hier, avaient soutenu l'abstention se sont ralliés à la thèse qui avait eu la majorité, même si c'était à une voix.

ANTILLA: À une voix près! Que se serait-il passé si le P.P.M. avait décidé de voter pour l'abstention?

A. CÉSAIRE - Je crois que cela aurait été une erreur. J'estime que, lorsqu'il y a un combat entre la droite et la gauche, nous sommes un parti qui s'affirme de gauche, nous sommes un parti à option socialiste, alors quand il y a une droite et une gauche qui s'affrontent, vous restez impassibles, vous ne faites rien? Bon deuxièmement vous dites tous les jours que la Martinique est en danger de mort, et vous ne faites rien, uniquement pour conserver une belle âme! On veut me faire croire que l'abstention est une action. Non. Rappelez-vous les stoïciens: « Abstiens-toi et supporter ». Abstiens-toi. Mais aussi supporter! Si tu t'abstiens,

tu n'as plus qu'à supporter. Le peuple martiniquais a assez supporté.

Je ne crois pas à l'avenir de la Fédération Socialiste...

ANTILLA: Vous n'avez pas parlé tout à l'heure de la Fédération Socialiste. Est-ce que vous attendez beaucoup de choses de cette Fédération?

A. CÉSAIRE - Vous voulez me faire dire du mal de mes amis? Je vais vous répondre très franchement. Je peux me tromper, mais je ne crois pas à l'avenir de la Fédération Socialiste. Je n'y crois pas. Pourquoi, elle ne se développe pas? Parce que le terrain est occupé. C'est nous qui... c'est méchant de faire cela à ses alliés... Il n'y a plus de place, à mon avis, à la Martinique, pour un Parti Socialiste. C'est le terrain que nous occupons, c'est là qu'il aurait dû être. Il a perdu à cause des erreurs qu'il a accumulées. En France, ils ont d'ailleurs failli perdre cette place — c'est grâce au courage de Mitterrand à Épernay qu'ils ont remonté le Parti. Il n'y a pas eu de Mitterrand martiniquais! Entre-temps le P.P.M. a surgi. Je crois que sociologiquement la place que nous occupons c'est celle qu'occupait le Parti Socialiste et que c'est notre existence même qui compromet l'existence d'un Parti Socialiste. À mon avis, tôt ou tard, les différents courants socialistes devraient se fondre dans une sorte de P.P.M.

ANTILLA: Quelles ont été les réactions de vos interlocuteurs parisiens quand vous leur avez expliqué cela?

A. CÉSAIRE - Tout le monde a rigolé! Je crois qu'ils ont un petit peu le sentiment que c'est vrai.

Les Socialistes sont sollicités par deux politiques

ANTILLA: Parmi l'équipe au

pouvoir en France, quels sont les hommes qui connaissent les problèmes antillais?

A. CÉSAIRE - Ah, ils sentent qu'il y a un problème. Depuis quelque temps ils sont beaucoup venus. En réalité la pensée française éprouve un certain malaise devant les DOM. C'est quand même un pays qui a fait une décolonisation et qui se trouve devant les séquelles d'une colonisation. Ils ne savent pas ce qu'il faut faire. Ils sont sollicités par deux politiques. La politique d'assimilation, mais ils sentent bien que cela rappelle beaucoup de choses qui ne sont pas trop agréables au colonisé. La politique de l'abandon. Ils ne sont pas à leur aise. Ils sentent très bien que les DOM, ça fait problème. Donc il y a une recherche. Pour les solutions, les DOM ne se trouvent nulle part. Ce n'est pas vrai, nous ne sommes pas l'Afrique Noire. Ce n'est pas vrai, nous ne sommes pas l'Algérie. Nous ne sommes pas une colonie. J'ajoute bien, pas comme une autre. Pour des tas de raisons. Des raisons historiques, de superficie de territoire, de langue même, parce que le créole n'est pas suffisamment différent du français — c'est pour cela que le créole a beaucoup de peine à vivre et à survivre — il n'y a pas une vocation nationale évidente soutenue par une religion. Regardez ce qui se passe en Pologne où la religion c'est le réceptacle de l'identité nationale! C'est quand même fantastique. Les Polonais sont prêts à arrêter un tank en brandissant une croix! C'est prodigieux. Je crois que les Antilles constituent donc un cas particulier et que, il faut donc un grand effort d'imagination de la part des Martiniquais et de la part des Français pour trouver la solution du problème.

ANTILLA: Est-ce que le dernier scrutin ne va pas renforcer cette tendance assimilationniste au sein du P.S. français?

A. CÉSAIRE - Précisément c'est à nous de contrebattre cela et le contre-

« Il n'y a pas barrière entre moi et le peuple, n'importe qui sait qu'il peut me parler... J'écoute beaucoup. Darsières a aussi contact à d'autres niveaux avec le peuple. De Grandmaison, Ménil, tous ceux qui nous sont venus du Parti Socialiste. Même si l'approche est différente, le point de départ est différent, mais finalement le point d'arrivée est identique. »



Pierre Alier et Aimé Césaire, lors du rendez-vous manqué avec Giscard en 1974... (Pho. Gérard Fidélin ou Henri PIED)

poinds de ce danger consiste... le contre-poids c'est la culture. C'est là que l'identité martiniquaise s'est réfugiée. Bien sûr, M. Sablé découvre maintenant l'importance de la culture. Un peu tard. Pendant longtemps ces gens n'ont connu comme seule culture que celle de la canne à sucre...!

J'ai été très ému lorsque Darsières m'a dit...

ANTILLA: Dans l'époque récente il y a eu deux conflits au P.P.M avec Rodolphe Désiré et Arthur Régis. Comment avez-vous perçu cette situation? Était-ce uniquement des problèmes de personne?

A. CÉSAIRE - Je crois qu'il y a eu, très certainement des problèmes de personnes. Mais les différends de personnes cachent toujours des différends politiques. Moi, Rodolphe, je l'aime beaucoup. C'est un garçon pour qui j'ai une très profonde estime, et une grande affection. Je crois qu'il a fait beaucoup pour le P.P.M. On oublie que Rodolphe a été notre premier secré-

taire général et qu'il n'a pas pu donner sa mesure à cause de problèmes précis. (Il est médecin, habitant au Marin...). Mais il a beaucoup travaillé à doter le P.P.M d'une doctrine. Il y a travaillé. Deuxièmement, c'est un homme de terrain. Il connaît parfaitement la question agricole martiniquaise. Il est d'un très bon conseil. C'est un médecin en contact avec la réalité. C'est un agriculteur. Il met la main à la pâte. Alors je crois que le malheur c'est que tout ce conflit est resté sous-jacent. On n'a vu que la face externe de l'iceberg. Ce qui fait que le conflit, par manque de netteté, n'a pas été porté à un plan suffisamment haut. Et finalement je crois que Désiré à partir d'un certain moment en a précipité l'issue en se mettant pratiquement hors parti. Il a démissionné en vérité. Mais je sais qu'il est resté, à la vérité, un bon P.P.M. Jamais je ne l'ai considéré comme un transfuge et il le sait, et j'ai été très ému lorsque Darsières m'a dit: « Je veux voir Désiré ». Et il compte aller le voir. Le temps a fait son œuvre. On revoit les choses avec plus de sérénité. Tous les camarades sont d'accord,

la place de Rodolphe est encore parmi nous et qu'il pourra l'occuper quand il veut.

ANTILLA: Et Arthur Régis?

A. CÉSAIRE - Arthur Régis, c'est presque l'enfant chéri du Parti. Qu'est-ce qu'on ne pardonne pas à Arthur... Je crois que c'est ce qui fait la richesse du P.P.M. Régis dit des choses qu'il faut dire. Il a parfois des réactions qui ne sont pas sans signification. C'est toujours un signal. Il révèle les problèmes. Mais à mon avis on ne peut pas définir une politique sur de telles bases. Régis voulant par exemple internationaliser le problème martiniquais. Mais faut-il d'abord qu'à l'intérieur il y ait un travail. Imaginez que nous ayons posé le problème de l'ONU et que l'on se fasse désavouer par le peuple et que des milliers de télégrammes s'abattent sur le bureau de l'ONU. Dans quelle situation on aurait mis nos amis venus soutenir les thèses martiniquaises... etc, etc...

ANTILLA: Revenons aux élections. Est-ce que vous craignez

« Les békés sont martiniquais comme les autres. Ça se voit par leur culture, leur accent, leur mode de vie. Je ne suis pas pour un Saint-Barthélemy des békés. Ce sont des solutions que je trouve simplistes. J'attends d'eux qu'ils aient le sens de l'intérêt communautaire, qu'ils aient moins d'égoïsme et se mettent au travail. »

« Moi, Rodolphe, je l'aime beaucoup. C'est un garçon pour qui j'ai une très profonde estime, et une grande affection. Je crois qu'il a fait beaucoup pour le P.P.M. On oublie que Rodolphe a été notre premier secrétaire général... »

Max Élizé?

A. CÉSAIRE - Mais non, voyons. Max Élizé, ce qui me frappe, c'est qu'il n'apporte rien de neuf par rapport à la droite traditionnelle. Il est persuadé que puisque Giscard d'Estaing a eu un bon score à Fort-de-France que cela c'est sa chance. Max Élizé ne fera pas plus de voix que ceux qui l'ont précédé, Valcin, Maurice, Renard.

ANTILLA: Et les békés dans ce jeu politique et social à la Martinique?

A. CÉSAIRE - Les békés sont martiniquais comme les autres. Ça se voit

contentent d'être des messieurs-tiroirs-caisse. Je crois que nous avons besoin de tous les Martiniquais. Nous voulons des gens qui travaillent, non de ceux qui se contentent de jouir de privilèges.

ANTILLA: Quel rôle joue Raymond Cottrel dans cette catégorie sociale?

A. CÉSAIRE - Les individus ont très peu d'importance. Voyez-vous une différence essentielle entre Raymond Cottrel et Élizé?

ANTILLA: Vous avez une rencontre avec la Préfecture cet

de Francheschi avec qui j'ai beaucoup travaillé. Il est maire d'Alfortville où il a beaucoup fait pour les personnes âgées et est chargé des dossiers des D.O.M. au sein du P.S. Quant à Emmanuelli, je ne le connais pas, s'agissant des D.O.M., mais je sais que c'est un bon financier dont les questions embarrassaient et irritaient M. Barre lors des débats budgétaires. Emmanuelli m'avait adressé un mot pour me dire qu'on se verrait.

ANTILLA: Et Pierre Mauroy?

A. CÉSAIRE - Bien sûr. C'est un homme sympathique. Un socialiste populaire. Maire d'une grande ville, fils d'instituteur, petit-fils de paysan, je crois. Il a les tripes populaires. Il fait homme politique, troisième République. Ce n'est pas du tout le jeune énarque.

ANTILLA: Croyez-vous que le gouvernement a pris un bon départ?

A. CÉSAIRE - C'est un gouvernement de transition soit. Il y a eu une sorte de dosage. Ils ont une situation très grave à faire passer. Les autres jouent la catastrophe. On ne peut pas les juger. Je crois que Mitterrand a fort bien fait de provoquer les élections pour qu'enfin la situation soit clarifiée et que le gouvernement se mette au travail.

ANTILLA: Vous êtes réélu. Il y a un ou deux députés départementalistes. Le gouvernement est en place. Le pouvoir met en place sa réforme régionale, c'est-à-dire une assemblée unique, élue à la proportionnelle. Comment voyez-vous cette perspective pour la Martinique?

A. CÉSAIRE - Le P.P.M. va mener une campagne martiniquaise. On sera obligé de sortir du ghetto de Fort-de-France. En réalité nous avons été prisonniers de découpages faits pour les autres. On s'est battu dans ce cadre.



Edouard Delépine et Aimé Césaire...

par leur culture, leur accent, leur mode de vie. Je ne suis pas pour un Saint-Barthélemy des békés. Ce sont des solutions que je trouve simplistes. J'attends d'eux qu'ils aient le sens de l'intérêt communautaire, qu'ils aient moins d'égoïsme et se mettent au travail. Ils occupent un créneau, qu'ils le fassent correctement. Ils étaient capitaine d'industrie, ils ne le sont plus. Je regrette presque les anciens békés par rapport à ceux de maintenant qui se

après-midi?

A. CÉSAIRE - Je vais chez le Préfet tout à l'heure. Il désire me voir afin d'organiser la visite d'Emmanuelli. Je commence à regretter le bon vieux temps de l'opposition!

ANTILLA: Vous avez rencontré Emmanuelli à Paris?

A. CÉSAIRE - Non. Je ne pensais pas que le responsable aux D.O.M. serait lui. J'étais persuadé qu'il s'agirait

« Je regrette presque les anciens békés par rapport à ceux de maintenant qui se contentent d'être des messieurs-tiroirs-caisse. Je crois que nous avons besoin de tous les Martiniquais. Nous voulons des gens qui travaillent, non de ceux qui se contentent de jouir de privilèges. »



Renaud de Grandmaison, Camille Darsières et Aimé Césaire...

« En politique la place ne reste jamais vide. Voyez ce qui s'est passé après 1946. Le gouvernement et les békés qui ne voulaient pas de la départementalisation s'en sont appropriés et l'ont utilisée à leur faveur. »

On sera obligé de devenir un parti largement martiniquais. Je suis frappé quand même du décalage qu'il y a entre Fort-de-France et les autres partis de la Martinique.

ANTILLA: Le gouvernement pense-t-il accorder certaines spécificités aux Antilles ?

A. CÉSAIRE - C'est là que nous devons nous battre. C'est ça qu'il faut faire triompher. Les spécificités ! Notre situation particulière. Je me suis très bien rendu compte qu'on était foutu en entrant dans le marché commun parce qu'on n'avait pas tenu compte de nos spécificités. C'en était fini à tout jamais de l'industrie martiniquaise. Comment aller lutter avec l'industrie européenne ? Dans tous les pays, l'industrialisation est née à partir d'une protection douanière. L'Angleterre n'est devenue libre-échange qu'après avoir monté son industrie. Et la France est venue très tard au libre échange sous Napoléon III. Par conséquent intégrer un pays sous-développé dans un ensemble de pays développés, c'est ruiner davantage le pays sous-développé. C'est le cas du Mezzogiorno italien au mouvement de l'unité ita-

lienne, les capitaux du nord ne sont pas allés dans le Mezzogiorno, ce sont ceux du sud qui ont gagné le nord. Le sucre de canne à partir de la concurrence du sucre de betterave. Les békés nous ont bel et bien trahis en vendant leurs quotas de sucre. Nous avons été sacrifiés pour les industriels européens et aussi pour les pays A.C.P. qui, à des prix édifiant toute concurrence, peuvent introduire leurs produits dans le Marché Commun.

ANTILLA: Sur quelles spécificités pouvez-vous vous appuyer ?

A. CÉSAIRE - Un tas de choses sur lesquelles il serait fastidieux de reprendre. Les tarifs douaniers, les questions culturelles, universitaires, etc. Il faut revitaliser la Martinique. C'est capital. Un homme qui a faim, qui est mal logé, qui n'a pas confiance en lui-même, qui a peur du lendemain, eh bien je crois que c'est un homme dépendant. Les conditions d'une liberté n'existent pas.

ANTILLA: Vous voulez lutter pour imposer le droit aux spécificités et tout à l'heure parlant des socialistes vous disiez que deux

tendances se partageaient leurs pensées. L'une favorable à l'assimilation et l'autre... ?

A. CÉSAIRE - En politique la place ne reste jamais vide. Voyez ce qui s'est passé après 1946. Le gouvernement et les békés qui ne voulaient pas de la départementalisation s'en sont appropriés et l'ont utilisée à leur faveur. Aujourd'hui je me bats pour occuper la place qui nous permettra d'occuper le terrain et de défendre notre droit à la spécificité. Si nous ne le faisons pas maintenant, d'autres prendront cette place et nous aurons perdu une occasion. D'ans l'affaire, ce n'est pas un rôle personnel que je joue. Je suis peut-être mieux placé que qui conque pour le faire. Mais il s'agit d'une opportunité pour le peuple martiniquais. Et c'est pour cela que je me bats maintenant.

**Propos recueillis par
Michel PONNAMA et
Henri PIED. ■**